



## CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 22 OCTOBRE 2025

### **PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 22 OCTOBRE 2025**

NOMBRE DE MEMBRES			CONVOCATION	
Afférents au Conseil municipal	En exercice	Présents lors de cette séance	Notification aux conseillers municipaux	Affichage
29	29	16	16/10/2025	16/10/2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux octobre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, se réunit, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Jean BÉRARD, **Maire**.

Étaient également présents : Isabelle DUCRY ; Daniel BOCCABELLA ; Magali ROBERT ; Benoit DAGAN ; **Adjoint au Maire** ;

Ainsi que : Jean-Claude RUSCELLI ; Anthony SUBER ; Christian TORT ; Marc DOVESI ; Odile PARRENO ; Julien LETOFFE ; Clotilde COUDENE ; Joël SERAFINI ; Isabelle IBANEZ ; Jean-Luc SANCHEZ ; Maryse TORT ; **Conseillers Municipaux**

Absents représentés lors du vote des délibérations :

Patricia NICOLAS	qui donne pouvoir à	Daniel BOCCABELLA
Nathalie KANTE	qui donne pouvoir à	Jean-Claude RUSCELLI
Magali DE FUENTES	qui donne pouvoir à	Magali ROBERT
Eva BOCCABELLA	qui donne pouvoir à	Marc DOVESI
Laurent MUS	qui donne pouvoir à	Odile PARRENO
Laure COMTE-BERGER	qui donne pouvoir à	Isabelle DUCRY
Jean-Yves LAUGIER	qui donne pouvoir à	Maryse TORT
Marie-Dominique SARRAIL	qui donne pouvoir à	Jean-Luc SANCHEZ
Antoine GARCIN	qui donne pouvoir à	Joël SERAFINI
Dominique CARRIE	qui donne pouvoir à	Isabelle IBANEZ

Absents excusés, non représentés lors du vote des délibérations :  
Gaëlle RICHARD ; Jean-Louis TARTEVET ; Michel PERRAND.

Secrétaire de séance :  
Anthony SUBER



#### **I- PREALABLES**

##### **1- APPEL DES PRESENTS**

Monsieur le Maire procède à l'appel des présents, vérifie les pouvoirs et le nombre de votants.

En application de l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales, la condition du quorum n'étant pas exigée, il déclare la séance ouverte.

##### **2- DESIGNATION D'UN(E) SECRETAIRE DE SEANCE**

Sur proposition du Maire, Anthony SUBER est désigné en qualité de secrétaire de séance, à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGTC.

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

### **3- INFORMATIONS DU MAIRE**

Néant.

## **II- DECISIONS DU MAIRE**

**2025-118** : Décision portant fixation des tarifs des activités et sorties de l'Espace Jeunes pour l'été 2025  
**2025-119** : Décision portant fixation des tarifs des séjours de l'Espace Jeunes pour l'été 2025  
**2025-120** : Décision portant fixation Tarifs sorties centre municipal d'animation pour l'année 2025  
**2025-121** : Décision portant fixation des tarifs pour le mini-camp du centre municipal d'animation pour l'été 2025  
**2025-122** : Décision contrat artistique HIGH HOPES  
**2025-123** : Décision portant fixation des tarifs activités et sorties de l'espace jeunes  
**2025-124** : Décision portant sur la fixation des tarifs de la Régie pour les prestations du centre municipal d'animation  
**2025-125** : Décision portant sur la fixation des tarifs de la Régie pour les prestations des services périscolaire  
**2025-126** : Attribution du marché de prestation de nettoyage des bâtiments communaux  
**2025-127** : Décision portant rectification de la décision n°2024-20 portant sur l'attribution du marché de réaménagement d'un poste de police municipale  
**2025-128** : Décision portant sur la fixation des tarifs de la Régie pour les prestations de la restauration pour l'école Notre Dame du Sourire  
**2025-129** : Décision portant fixation des tarifs activités et sorties de l'Espace Jeunes  
**2025-130** : Décision portant sur les tarifs d'occupation des salles et espaces communaux

## **III- DÉLIBÉRATIONS**

### **2025-45. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JUIN 2025**

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

L'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales modifie la législation applicable aux procès-verbaux des séances du Conseil Municipal.

L'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit désormais que « le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le maire et le ou les secrétaires ».

Ainsi, le Conseil Municipal est invité à approuver les termes du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal en date du 26 juin 2025, ci-annexé.

**Vu** l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le projet de procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 juin 2025.



*Joël SERAFINI : « Je souligne qu'à la lecture dudit procès-verbal, celui-ci a été tronqué dans la restitution des débats sur le point relatif à la présentation du rapport de la Chambre Régionale des Comptes. »*

*Le Maire : « Que veux-tu que l'on rectifie ? ».*

*Joël SERAFINI : « Des éléments sont manquants. »*

*Le Maire : « Nous ne pouvons pas faire un compte rendu exhaustif de tout ce qui a été dit, mais il y a l'essentiel. »*

*Joël SERAFINI : « La retranscription a été sélective notamment sur les propos à propos des magistrats. »*

*Le Maire : « Je t'invite à nous adresser un courrier indiquer les points importants qui te paraissent manquer et nous les ajouterons. »*

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

Joël SERAFINI : « Non, je me contenterai de cette remarque. »



**Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 juin 2025 ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b><u>PRESENTS</u></b>	<b>16</b>		
<b><u>POUVOIRS</u></b>	<b>10</b>		
<b><u>VOTANTS</u></b>	<b>26</b>		<b>UNANIMITE</b>
	Pour	26	
	Contre	0	
	Abstention	0	

**2025-46. CONVENTION D'OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT ET DE RENOUVELLEMENT URBAIN (OPAH-RU) MULTISITES DANS LES CENTRES ANCIENS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES SORGUES DU COMTAT : COMMUNE DE BEDARRIDES**

Rapporteur : Magali ROBERT, 6<sup>ème</sup> Adjointe ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que dans le cadre du programme Petites Villes de Demain (PVD) qui vise notamment à redynamiser les centres anciens, la réhabilitation de l'habitat a été retenue comme un axe stratégique avec deux objectifs relatifs au parc de logements privé : engager une dynamique de réhabilitation du parc de logements et mobiliser la vacance en centre ancien.

Dans ce contexte, l'élaboration de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH a été inscrite dans la convention cadre PVD approuvée le 12 décembre 2022, dans l'objectif de déterminer si l'outil OPAH-RU pouvait être un levier de réhabilitation du parc de logements privés et de remise sur le marché des logements vacants.

Les élus ont souhaité élargir le périmètre de l'étude aux 5 communes de la CA Les Sorgues du Comtat.

La pertinence de l'OPAH-RU a été confirmée par l'étude pré-opérationnelle d'OPAH menée en 2024. Cette opération doit s'attacher à apporter une réponse globale adaptée aux problématiques spécifiques identifiées. Elle s'insère dans les projets urbains de chacune des 5 communes de la CA les Sorgues du Comtat, intégrant les dimensions urbaines, techniques, sociales, environnementales, commerciales et patrimoniales nécessaires à la restauration de son attractivité en particulier des centres-villes. Plusieurs enjeux ont été identifiés dans le cadre de l'étude en cohérence avec les enjeux inscrits dans la convention-cadre « Petites Villes de Demain » :

- Enjeu 1 : Transition énergétique des logements et lutte contre la précarité énergétique
- Enjeu 2 : La lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Enjeu 3 : Reconquérir les logements ou locaux vacants et développer une offre nouvelle de logements économes en charges et à loyers modérés ;
- Enjeu 4 : Accompagner les personnes en perte d'autonomie
- Enjeu 5 : Permettre une diversification et une amélioration de l'offre de logements.

### **Objet de la convention**

La Communauté d'Agglomération les Sorgues du Comtat, les Communes d'Althen-des-Paluds, Bédarrides, Monteux, Pernes-les-Fontaines et Sorgues, le Département de Vaucluse, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'État et l'Anah décident de mettre en place un dispositif d'amélioration de l'habitat avec un volet renouvellement urbain sur les 5 centres anciens de la CASC.

### **Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une période de 5 années calendaires.

### **Maîtrise de l'ouvrage**

La CA Les Sorgues du Comtat est chargée de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Elle s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par l'équipe opérationnelle du suivi-animation.

### **Description du dispositif et objectifs**

Les objectifs globaux sont évalués à plus de 175 logements à réhabiliter, répartis comme suit :

- 50 logements occupés par leur propriétaire modeste ou très modeste ;
- 20 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés à revenus modestes ou très modestes ;
- 55 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés s'engageant à conventionner ces logements ;
- 50 logements situés en copropriétés pour la rénovation de leurs parties communes.

L'OPAH-RU mettra en place un dispositif combinant notamment :

- Des aides incitatives en faveur de l'amélioration de l'habitat et du développement d'une offre nouvelle : aides à la réhabilitation de qualité, correspondant au dispositif financier de l'Anah ;
- Des aides à la résorption de la vacance structurelle et à la réalisation d'audits énergétiques pour les copropriétés ;
- Un conseil et un accompagnement aux bénéficiaires.

Concernant l'engagement financier des différents partenaires financeurs, il est proposé que soient fléchées dans la convention les enveloppes suivantes :

- Etat : 3 666 500 euros sur 5 ans
- CASC : 1 575 000 euros sur 5 ans
- Région : 300 000 euros sur 3 ans (enveloppe année 1,2 et 3 inscrite dans la contractualisation Nos territoires d'abord, une nouvelle enveloppe pourra être sollicitée pour les années 4 et 5)
- Département : 165 000 euros sur 5 ans
- 5 Communes : 280 000 euros sur 5 ans.

**Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R 327-1 (PI), L 321-1 et suivants, R 321-1 et suivants ;

**Vu** le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat ;

**Vu** la délibération n°DE/46/8.8/16.12.2024-29 du 16 décembre 2024 approuvant le Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération des Sorgues du Comtat ;

**Vu** la délibération n°DE/46/8.4/12.12.2022-6 du 12 décembre 2022 approuvant la convention Cadre Petites Villes de Demain valant Opération de Revitalisation de Territoire de la Communauté d'Agglomération des Sorgues du Comtat ;

**Vu** le projet de convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement Urbain ci annexé.



*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

Joël SERAFINI : « La participation financière de la commune est-elle obligatoire dans une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), étant donné que la compétence habitat a été transférée à l'intercommunalité ? »

Julie GALIANA : « La compétence habitat relève de la communauté d'agglomération, tandis que la compétence logement reste communale, ce qui justifie qu'il y a souvent un partage. Cependant, il n'y a aucune obligation inscrite dans les textes, c'est pour ça d'ailleurs que les contributions sont assez modestes. Malgré la faible contribution financière de la commune, sa participation aux côtés de l'État, de la Région, du Département et de l'Agglomération a été jugée nécessaire et logique. Bien que la contribution communale soit modeste, elle est cruciale car l'accumulation de l'aide de chaque partenaire aboutit à un montant global intéressant pour les ménages. Le dispositif cible les propriétaires modestes et les bailleurs avec un objectif clair : revitaliser les centres anciens en difficulté, où la dégradation de l'habitat menace la vie des centres-villes. »

Joël SERAFINI : « Nous pouvons le comprendre sauf qu'en réalité toutes les communes n'ont pas la même richesse et ne sont pas sur le même pied d'égalité par rapport à cela : quand Sorgues reçoit 7 millions pour l'OPAH, quand Monteux reçoit 1 million par an de l'intercommunalité, notre commune, elle, ne perçoit rien. Dès lors, ça laisse perplexe sur la capacité, la pertinence qu'il y a adopter dans ces conditions ce type de dispositif qui pour eux est indolore, mais pour une commune comme la nôtre peut représenter la moitié du budget festivité alors que ce n'est pas obligatoire. »



**Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **APPROUVE** le contenu de la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain annexée à la présente délibération ;
- **DECIDE** d'inscrire au budget des cinq prochaines années les crédits nécessaires au versement de l'aide complémentaire sur le volet « travaux » de l'OPAH-RU à hauteur de 50.000 euros ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la Convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain ainsi que tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la convention.

<b>PRESENTS</b>	16		
<b>POUVOIRS</b>	10		
<b>VOTANTS</b>	19		
	Pour	19	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	7	(Joël SERAFINI ; Dominique CARRIE ; Isabelle IBANEZ ; Jean-Luc SANCHEZ ; Antoine GARCIN ; Marie-Dominique SARRAIL ; Jean-Yves LAUGIER)

#### **2025-47. RAPPORT D'ACTIVITE 2024 – ACTIVITE OPERATIONNELLE ET BILAN DE LA SAISON DES FEUX DE FORET AU 01/09/2025 DU SDIS DE VAUCLUSE**

Rapporteur : Jean BERARD, Maire ;

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Vaucluse a adressé son rapport d'activité 2024 ainsi que son activité opérationnelle au 01 septembre 2025 et le bilan de la saison des feux de forêt au 01 septembre 2025.

Ces documents font donc l'objet d'une communication au Conseil Municipal pour en prendre connaissance.



**Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

*La ville de Bédarides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activité 2024 ainsi que de l'activité opérationnelle et du bilan de la saison des feux de forêt au 01 septembre 2025 du SDIS de Vaucluse.

<b>PRESENTS</b>	<b>16</b>		
<b>POUVOIRS</b>	<b>10</b>		
<b>VOTANTS</b>	<b>26</b>		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

#### **2025-48. ABROGATION DE LA DELIBERATION N°2019-066**

Rapporteur : Jean BERARD, Maire ;

Par délibération n°2019-066 en date du 06 décembre 2019, le Conseil Municipal avait approuvé un projet de bail emphytéotique avec la société APEXENERGIES.

L'objectif était de permettre à cette société de construire et d'exploiter des ombrières photovoltaïques sur le parking des Verdeaux, avec une mise en service prévue pour 2021.

Cet accord était conditionné à la réalisation d'études de faisabilité et à l'obtention de toutes les autorisations nécessaires.

Cependant, la société APEXENERGIES n'a jamais mené les démarches administratives requises, rendant le projet caduc.



**Le rapport ayant été effectué**, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DECIDE** d'abroger la délibération n°2019-066 ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	<b>16</b>		
<b>POUVOIRS</b>	<b>10</b>		
<b>VOTANTS</b>	<b>26</b>		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

#### **2025-49. LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE CESSION DU CHEMIN RURAL DE LA BRECHE**

Rapporteur : Jean BERARD, Maire ;

Le chemin rural de la Brèche, en mauvais état, ne remplit plus sa fonction de liaison entre les communes en raison de son manque d'entretien et de l'existence d'autres routes mieux entretenues.

Afin de répondre à la demande de M. ULPAT André, la commune souhaite céder une partie de ce chemin (celle identifiée en jaune sur le plan cadastral annexé à la présente délibération). La partie restante, hachurée en rose, demeurera la propriété de la commune.

Cette transaction est conforme aux dispositions du Code rural, qui autorise la vente d'un chemin rural lorsqu'il n'est plus utilisé par le public. La commune a donc décidé d'entamer la procédure de cession du chemin rural de la Brèche.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

**Vu** le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment son article L.161-10 ;

**Vu** le décret n° 76-921 du 8 octobre 1976 fixant les modalités de l'enquête publique préalable à l'aliénation, à l'ouverture, au redressement et à la fixation de la largeur des chemins ruraux et notamment son article 3, **Vu** le Code de la voirie routière, et notamment ses articles R.141-4 à 141-10.



**Le rapport ayant été effectué**, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **CONSTATE** la désaffectation du chemin rural de la Brèche ;
- **AUTORISE** le lancement de la procédure de cession des chemins ruraux prévue par l'article L.161-10 du Code rural pour la portion de chemin rural portée en rose sur le plan annexé à la présente délibération ;
- **AUTORISE** l'enquête publique dans le cadre de la procédure d'aliénation d'un chemin rural ;
- **DIT** que les dépenses correspondantes seront prélevées au chapitre 012 du budget de l'exercice concerné ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b><u>PRESENTS</u></b>	<b>16</b>		
<b><u>POUVOIRS</u></b>	<b>10</b>		
<b><u>VOTANTS</u></b>	<b>25</b>		
	Pour	25	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	1	Nathalie KANTE

#### **2025-50. CESSION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AB 131**

Rapporteur : Jean BERARD, Maire ;

Monsieur le Maire rappelle que la commune est propriétaire d'une parcelle cadastrée section AB numéro 131 sise Chemin de M. Poulain à BEDARRIDES (84370) d'une superficie totale de 607 m<sup>2</sup>, classée en zone UB au Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 23/05/2018.

Cette parcelle seule n'est pas constructible au vu de sa forme, M. BOURAS propriétaire de la parcelle voisine cadastrée sous le n° AB 130, nous a fait parvenir une demande d'acquisition de la moitié de notre parcelle AB 131.

L'avis des domaines en date du 12 septembre 2025 a estimé cette parcelle de 300m<sup>2</sup> à 34.200 €, annexé à la présente délibération.

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

Les frais se rapportant à cette vente de 300m<sup>2</sup> seront à la charge de l'acquéreur.



Joël SERAFINI : « L'acquéreur envisage d'en faire quoi ? »

Le Maire : « C'est juste un confort car c'est la continuité de sa propriété. Il ne peut pas en faire grand-chose. »

Joël SERAFINI : « Peut-il la diviser ? »

Le Maire : « Non. »



**Le rapport ayant été effectué**, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **ACCEPTE** la cession d'une partie de la parcelle cadastrée AB 131 d'une superficie totale de 607 m<sup>2</sup> appartenant au domaine privé de la commune au bénéfice de M. et Mme BOURAS Yannis demeurant à AVIGNON (84140) 413 chemin de la croix de Joannis ;
- **FIXE** le prix de vente à 34.200 € étant entendu que les frais se rapportant à la vente seront pris en charge par l'acquéreur ;
- **DIT** que les crédits seront affectés au budget de la commune ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	16		
<b>POUVOIRS</b>	10		
<b>VOTANTS</b>	26		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

## **2025-51. REGLEMENT INTERIEUR D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**

Rapporteur : Jean BERARD, Maire ;

Dans le cadre des observations de la Chambre Régionale des Comptes, il a été préconisé de formaliser les règles internes préexistantes en matière d'attribution des subventions aux associations.

Cette nouvelle approche vise à sécuriser les décisions juridiquement et offrir un soutien plus efficace aux associations, qui sont des partenaires essentiels pour le développement local.

Ce règlement, mis à la disposition du public, formalise les procédures en définissant clairement :

- Les critères d'éligibilité.
- Les types de subventions disponibles (projet, fonctionnement, équipement...).
- Les documents nécessaires pour toute demande.
- Les obligations des associations bénéficiaires, comme le rendu des comptes.
- Les modalités de contrôle des fonds publics.

Cette réforme vise à renforcer la confiance mutuelle entre la collectivité et le milieu associatif en établissant des règles claires pour tous.

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*



Joël SERAFINI : « Ce projet a-t-il donné lieu à une présentation pour avis auprès d'un échantillon d'associations ? »

Le Maire : « Non. »

Joël SERAFINI : « Ça aurait pu être un plus. »

Le Maire : « Il s'agit de formaliser cette procédure. »



Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** le règlement intérieur relatif à l'attribution des subventions aux associations (annexé à la présente délibération) ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	<b>16</b>		
<b>POUVOIRS</b>	<b>10</b>		
<b>VOTANTS</b>	<b>26</b>		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

#### **2025-52. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS DE BEDARRIDES**

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la demande de subvention exceptionnelle formulée par l'Amicale des Sapeurs-Pompiers de Bédarrides. Cette subvention est sollicitée pour la mise en œuvre d'événements qui participent à la dynamique du territoire et à la création d'un lien social.

Le soutien à cette association est justifié par sa participation active à la sécurité et à la vie de la commune. De plus, cette démarche s'inscrit pleinement dans la volonté municipale de soutenir les projets favorisant l'animation sociale locale.



Jean-Luc SANCHEZ : « Nous votons pour mais j'aimerais savoir quel et le projet d'animation local soutenu par le biais de cette subvention ? »

Le Maire : « Les pompiers volontaires sont indispensables et nous devons leur accorder un soutien inconditionnel. Nous reconnaissons la qualité et l'efficacité de leurs interventions, et il est essentiel de ne pas rester sourd à leurs demandes. Nous espérons que cette aide leur permettra de relancer leurs événements traditionnels, comme ceux du 14 juillet, organisés il y a quelques décennies. Bien qu'ils aient manqué la date limite de dépôt de la demande de subvention, nous leur aurions accordé cette aide s'ils avaient respecté les délais, compte tenu de l'importance de leur mission. »



Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 1.000,00 € en faveur de l'Amicale des Sapeurs-Pompiers de Bédarrides ;
- **PRECISE** que les dépenses seront inscrites sur le budget principal de la commune – chapitre 65 ;

- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	<b>16</b>		
<b>POUVOIRS</b>	<b>10</b>		
<b>VOTANTS</b>	<b>26</b>		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

### **2025-53. AVENANT N°2 AU CONTRAT VAUCLUSE AMBITION**

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Par délibération n°2022-492 en date du 18/11/2022, le Conseil Départemental de Vaucluse a adopté la mise en place du Contrat Vaucluse Ambition à destination des 151 communes vauclusiennes.

Ce contrat permet au Conseil Départemental de renouveler son soutien financier aux communes afin de favoriser un développement équilibré, durable et solidaire de son territoire.

Par ce contrat, le Département s'attache à poursuivre et à renforcer une politique de soutien à l'investissement local des communes dans leurs missions d'aménagement du territoire et de développement des services publics, en soutenant des opérations contribuant à l'attractivité et l'amélioration des services et équipements communaux.

Par courrier en date du 06 décembre 2022, le Conseil Départemental de Vaucluse a informé la commune qu'une dotation forfaitaire d'un montant de 242.400,00€ lui avait été allouée.

Celle-ci est répartie de la manière suivante :

- Une part de 20% dédiée à la thématique Transition écologique et énergétique.
- Une part de 80% dédiée aux thématiques socles.

Sur la phase contractuelle 2023-2025, la commune pourra présenter cinq opérations.

A ce jour, quatre projets ont déjà été délibérés :

- ❖ La réhabilitation des équipements pour le complexe sportif par la rénovation du système d'éclairage des stades de rugby, football et cours de tennis ;
- ❖ La réhabilitation des équipements pour le complexe sportif par la remise en accessibilité de la salle de danse ainsi que l'acquisition de défibrillateurs ;
- ❖ L'amélioration de l'accessibilité des services publics par l'aménagement de locaux communaux pour accueillir les bureaux du Centre Communal d'Action Social ;
- ❖ Un volet « sécurisation » regroupant :
  - La mise en place d'un système d'alarme « attentat-intrusion » dans le cadre du Plan Particulier de Mise en Sureté dans les bâtiments accueillants des enfants ;
  - La réhabilitation du parc de vidéoprotection.

Il est demandé la régularisation du montant du projet portant sur le projet de réhabilitation des équipements complexe sportif par la remise en accessibilité de la salle de danse ainsi que l'acquisition de défibrillateurs.

En effet, le projet étant moins onéreux que prévu, le montant de subvention sollicité doit être ajusté en fonction du montant définitif tel que suit :

SOURCES	MONTANT HT	TAUX
ACCESSIBILITE SALLE DE DANSE ET ACQUISITION DE DEFIBRILLATEURS		
CVA	10 270,95 €	60 %
DETR	3 423,65 €	20 %
Autofinancement	3 423,65 €	20 %
TOTAL	17 118,25 €	100 %

De plus, il est demandé l'ajout du projet suivant :

- ❖ La réhabilitation des escaliers principaux de l'école primaire Jacques Prévert.

Dans ce contexte, le plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

SOURCES	MONTANT HT	TAUX
REHABILITATION DES ESCALIERS PRINCIPAUX		
CVA	15 195,39 €	6,23 %
DETR	114 801,00 €	47,09 %
Autofinancement	113 815,61 €	46,68 %
TOTAL	243 812,00 €	100 %



Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** l'avenant n°2 au Contrat Vaucluse Ambition 2023-2025 ;
- **ADOpte** l'opération et les modalités de financement ;
- **APPROUVE** le plan de financement ;
- **DIT** que les crédits nécessaires à cette opération seront prélevés sur le budget principal de la commune – chapitre 21
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération

<b>PRESENTS</b>	16		
<b>POUVOIRS</b>	10		
<b>VOTANTS</b>	26		
	Pour	26	UNANIMITE
	Contre	0	
	Abstention	0	

## 2025-54. SORTIE D'INVENTAIRE D'UN COFFRE-FORT

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le coffre-fort actuellement en possession de la Police Municipale ne répond plus aux normes de sécurité réglementaires en vigueur notamment en matière de résistance et de conformité aux exigences de stockage.

Ledit matériel ne peut être réparé ou mis aux normes de manière économiquement justifiable et ne peut donc plus être utilisé dans le cadre des missions de la Police Municipale et qu'il convient de procéder à sa sortie de l'inventaire communal.



Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- AUTORISE la sortie de l'inventaire de la commune du coffre-fort enregistré sous le numéro d'inventaire 2006-1-122 ;
- AUTORISE la mise au rebut de ce matériel dans le respect des procédures de gestion du patrimoine communal ;
- INSCRIT cette opération dans les écritures comptables de la commune ;
- DONNE toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	16		
<b>POUVOIRS</b>	10		
<b>VOTANTS</b>	26		
	Pour	26	UNANIMITE
	Contre	0	
	Abstention	0	

## 2025-55. DEMANDE DE SUBVENTION : AIDE A L'ARCHIVAGE

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que dans la continuité de l'accompagnement de la ville de Bédarrides dans les opérations de traitement et de classement pour une bonne conservation des archives communales, il a été décidé de faire appel au Centre de Gestion 84 (CDG84) qui propose une prestation de service d'aide à l'archivage.

La prestation de service contractualisée entre la ville de Bédarrides et le CDG84 est conventionnée sous une programmation pluriannuelle. En ce sens, une convention a été approuvée par délibération n°2024-036 du 03 octobre 2024. Elle a été conclue à compter de sa date de signature pour une durée de 15 jours de travail et ce, pendant 3 années, à compter de l'année 2025.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence Alpes Côte-d'Azur accompagne au titre de la conservation et de la valorisation du patrimoine, les projets émanant des archives de l'ensemble de la région PACA.

Le montant versé par la DRAC PACA au titre du dispositif « aide au projet et au fonctionnement – patrimoine et architecture » ne peut excéder 30% du coût HT du projet.

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

Le plan de financement pour le projet est le suivant :

DESIGNATION	MONTANT € TTC	SUBVENTION SOLLICITEE €
Prestation de service « aide à l'archivage »	3.750,00 €	1.125,00 €



Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** la demande de subvention et le plan de financement comme présenté dans le corps de la délibération pour l'année 2026 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence Alpes Côte d'Azur l'octroi de cette subvention ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	16		
<b>POUVOIRS</b>	10		
<b>VOTANTS</b>	26		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

#### **2025-56. MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Il est exposé au Conseil Municipal qu'afin de mettre en cohérence le tableau des effectifs avec les besoins des services et pour tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, il est nécessaire de procéder aux modifications suivantes à effet au 15 octobre 2025 :

- Suppression d'un emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet à raison de 7h00 hebdomadaires ;
- Création d'un emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet à raison de 3h00 hebdomadaires ;
- Transformation d'un emploi d'adjoint administratif à temps complet à un emploi d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet ;
- Transformation d'un emploi d'adjoint administratif à temps non complet 30h00 à un emploi d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet 30h00 ;
- Création d'un poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 2<sup>ème</sup> classe contractuel à temps non complet 3h00 à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2025 pour 2 mois.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

VU l'avis du Comité Social Territorial, en date du 23 septembre 2025 ;



**Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **APPROUVE** les modifications du tableau des effectifs tel qu'énoncé ci-dessus ;
- **INSCRIT** les dépenses correspondantes au chapitre 012 du budget en cours ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b><u>PRESENTS</u></b>	<b>16</b>		
<b><u>POUVOIRS</u></b>	<b>10</b>		
	<b>26</b>		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
<b><u>VOTANTS</u></b>	Contre	0	
	Abstention	0	

#### **2025-57. ADHESION AU CONTRAT D'ASSURANCE GROUPE MIS EN PLACE PAR LE CDG84 POUR LA COUVERTURE DES RISQUES STATUTAIRES**

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Il est exposé au Conseil Municipal que dans le cadre de la mise en place du contrat d'assurance groupe à adhésion facultative garantissant les risques statutaires des collectivités et établissements publics du Vaucluse, le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Vaucluse a lancé une consultation sous la forme d'une procédure concurrentielle avec négociation.

La commune, par délibération n°2025- 05 du 13 mars 2025, a donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse pour la négociation d'un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, conformément à l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et au décret n°86-552 du 14 mars 1986.

Par la circulaire du 25 juillet 2025, le Centre de Gestion a informé la commune de l'attribution du marché au groupement RELYENS SPS/CNP ASSURANCES et des conditions du contrat.

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 26 ;

**VU** le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurance souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements publics territoriaux ;

**VU** la délibération n°25-014 du conseil d'administration du Centre de gestion de Vaucluse en date du 20 mars 2025 relative au projet de souscription d'un contrat d'assurance groupe pour la couverture du risque statutaire ;

**VU** la délibération n°25-034 du conseil d'administration du Centre de gestion de Vaucluse en date du 17 juillet 2025, autorisant le Président du CDG84 à signer le marché avec le groupement RELYENS SPS/CNP ASSURANCES ;

**VU** la délibération n°25-035 du conseil d'administration du Centre de gestion de Vaucluse en date du 17 juillet 2025 approuvant la convention de gestion définissant les conditions dans lesquelles s'établissent et s'organisent, entre le CDG et la collectivité, les relations relatives à la gestion du contrat d'assurance statutaire souscrit par la collectivité.



*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

**Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **APPROUVE** l'adhésion au contrat groupe de couverture des risques statutaires mis en place par le Centre de gestion de Vaucluse et attribué au groupement RELYENS SPS/CNP ASSURANCES, selon les caractéristiques suivantes :

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet 01/01/2026)

Garantie des taux : 2 ans

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : contrat résiliable annuellement à l'échéance moyennant un préavis de 8 mois pour l'assureur et l'assuré.

⇒ **Pour les Agents CNRACL**

➤ Risques garantis et conditions :

- Accident du travail / maladie professionnelle  
Frais de soins (y compris reprise du passé) + Remboursement de la rémunération sans franchise
- Décès
- Longue maladie / longue durée  
Remboursement de la rémunération sans franchise
- Maternité / adoption

➤ Taux : 6,19 % de la masse salariale assurée.

⇒ **Agents IRCANTEC**

- Risques garantis : accident du travail, maladie professionnelle, maternité, adoption, grave maladie, maladie ordinaire.
- Conditions : sans franchise, sauf franchise de 10 jours pour la maladie ordinaire/

➤ Taux : 1,15% de la masse salariale assurée.

- **DIT** que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre de la présente délibération seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	<b>16</b>		
<b>POUVOIRS</b>	<b>10</b>		
<b>VOTANTS</b>	<b>26</b>		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

**2025-58. PSC – RISQUE SANTE**

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que le CDG 84 s'est employé à mettre en place un contrat-groupe en matière de protection sociale complémentaire, selon les échéances prévues par les textes.

Dès lors, les collectivités territoriales ont la possibilité de bénéficier d'une convention de participation conclue par un centre de gestion.

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

Il précise qu'à la suite d'une procédure de marché, la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) s'est vue attribuer la convention de participation pour le risque SANTE.

Le Maire indique qu'il revient donc maintenant au Conseil Municipal de se prononcer sur l'adhésion à la convention de participation santé et au contrat collectif proposés par le CDG84, dans le respect des dispositions du décret précité.

Cette adhésion permettra aux agents de souscrire une couverture en Santé dans le cadre de ladite convention de participation en bénéficiant d'une participation de l'employeur à fixer et à acquitter mensuellement lors de la paie.

Enfin, le conseil doit également fixer le montant de la participation versée aux agents et se prononcer sur les modalités de son versement.

Cette participation peut être modulée dans un but d'intérêt social, en prenant en compte le revenu des agents et, le cas échéant, leur situation familiale

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-7 et L.827-8 ;

**Vu** l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

**Vu** le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

**Vu** le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

**Vu** l'accord national du 11 juillet 2023 sur la protection sociale complémentaire ;

**Vu** la présentation des offres santé et prévoyance en réunion du CST le 16 septembre 2024 ;

**Vu** la décision de la Commission d'Appel d'Offres, en date du 17 septembre 2024 ;

**Vu** la délibération du CA du CDG 84 du 17 septembre 2024 attribuant le marché d'assurances complémentaire santé et prévoyance au profit du Centre De Gestion du Vaucluse (CDG 84) ;

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial en date du 23/09/2025 ;

**Vu** l'exposé du Maire et considérant l'intérêt pour la commune de Bédarrides d'adhérer à la convention de participation proposée pour ses agents.



***Joël SERAFINI** : « Nous proposons de soutenir d'avantage les agents dans la prise en charge de ces frais car 15 € par mois par rapport au coût d'une mutuelle c'est très faible. Les coûts des mutuelles ont beaucoup augmenté ces dernières années et nous proposons de le porter à une participation de 40 € par mois. »*

***Le Maire** : « Il est bien évident que le refus de cette convention aurait des conséquences importantes mais il n'est pas interdit de délibérer à nouveau plus tard dans le cadre d'une nouvelle majorité si jamais vous considérez qu'il convient d'ajouter au montant. Bien évidemment quand tu arbitres une somme pareille même si on peut être d'accord avec ta remarque, il y a aussi une question budgétaire qui se fait. Je propose, étant donné que je ne peux pas scinder cette délibération, qu'on vote, sur le principe, le montant de 15 € et les modalités en une seule délibérations. »*



**Le rapport ayant été effectué**, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **ADHERE** à la convention de participation portée par le CDG84 pour le risque « Santé » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
- **APPROUVE** la convention d'adhésion et de gestion avec le CDG84 ci-après annexée ;

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*



- **FIXE** le montant de la participation financière de la commune de Bédarrides à 15,00 euros par agent et par mois pour le risque « santé » à compter du 01/01/2026 ;
  - **VERSE** la participation financière fixée à compter du 01/01/2026 :
    - o aux fonctionnaires titulaires et stagiaires de la commune, en position d'activité ou détachés auprès de celui-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet,
    - o aux agents contractuels (de droit public ou de droit privé) en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.
- qui adhéreront aux contrats conclus dans le cadre de la convention de participation du CDG84.
- **AUTORISE** le Maire à signer tous les documents utiles à l'adhésion à la convention de participation et à son exécution ;
  - **PREND ACTE** de la délibération du conseil d'administration du CDG 84 n°24-24 du 17 septembre 2024 qui fixe une participation annuelle comme indiqué dans l'annexe ;
  - **INSCRIT** cette opération dans les écritures comptables de la commune.

<b><u>PRESENTS</u></b>	<b>16</b>		
<b><u>POUVOIRS</u></b>	<b>10</b>		
<b><u>VOTANTS</u></b>	<b>19</b>		
	Pour	19	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	7	Jean-Yves LAUGIER ; Joël SERAFINI ; Antoine GARCIN ; Marie-Dominique SARRAIL ; Isabelle IBANEZ ; Dominique CARRIE ; Jean-Luc SANCHEZ

## **2025-42. MODALITES DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DU PERSONNEL**

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que les agents publics territoriaux peuvent bénéficier de remboursement des frais inhérents à l'exercice de leur fonction de service public de la commune.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités de fixer certaines modalités de remboursements et pour moduler les montants des indemnisations comme suit :

### **1 LES BÉNÉFICIAIRES**

Les dispositions suivantes s'appliquent donc aux agents titulaires, stagiaires, contractuels (de droit public et de droit privé), apprentis et collaborateurs occasionnels du service public à partir de 6 mois de présence dans la collectivité.

### **2 LES MOTIFS RELATIFS AUX DEPLACEMENTS DONNANT LIEU A DES REMBOURSEMENTS DE FRAIS**

**La mission :** Lorsque l'agent se déplace hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale pour les besoins du service, et sous réserve de l'établissement d'un ordre de mission adéquat, il peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transports, et, le cas échéant, à des frais de restauration et d'hébergement.

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

**Le stage :** Lorsque l'agent se déplace pour une action de formation hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation continue ou à son initiative en vue de la formation professionnelle ;

**La présentation à un concours, à une sélection ou à un examen professionnel :** Les agents sont encouragés à faire du covoiturage. La prise en charge des frais est conditionnée par l'obligation de fournir les justificatifs des dépenses engagées (facture, justificatifs de paiement) et sous condition qu'aucun remboursement n'ait lieu par ailleurs (CNFPT par exemple).

### **3 FRAIS DE TRANSPORT**

#### **a) Transports en commun**

L'agent peut être amené, pour les besoins du service, à utiliser différents modes de transport en commun (train, avion...) ; le choix entre ces derniers s'effectue sur la base du tarif le plus économique et le plus adapté à la nature du déplacement.

L'indemnisation s'effectue sur présentation des pièces justificatives.

#### **b) Véhicule de service**

En l'absence de transports en commun adéquat, l'agent pourra réserver un véhicule de service.

Les cartes carburant de la collectivité permettent le paiement des frais de carburant.

En cas d'oubli ou d'impossibilité d'utiliser la carte (stationnement en bord de rue par exemple), le remboursement interviendra sur production des justificatifs de paiement.

Aucune indemnité kilométrique ne sera versée dans le cas de l'utilisation d'un véhicule de service.

Il est rappelé que pour toute infraction, dont les forfaits post-stationnement, l'amende reçue en mairie sera transmise à l'agent fautif pour paiement.

#### **c) Véhicule personnel**

Si l'utilisation des transports en communs, des véhicules de service ou l'organisation de covoiturage est impossible ou complexifie le déplacement, l'agent pourra être remboursé de l'utilisation d'un véhicule personnel.

Celle-ci doit faire l'objet d'une autorisation par le responsable de service, justifiée par l'intérêt du service.

L'agent doit avoir souscrit au préalable une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

Le remboursement est calculé sur la base d'indemnités kilométriques dont les taux sont fixés par arrêté ministériel et régulièrement actualisés.

Les dépenses de péage et de stationnement pourront être remboursées sur production des justificatifs de paiement.

#### **Forfaits des indemnités kilométriques**

Les forfaits des indemnités kilométriques sont fixés par l'arrêté du 3 juillet 2006.

Il convient de rappeler que le barème des indemnités kilométriques s'applique aux agents territoriaux sans intervention de l'organe délibérant et que les montants ne peuvent aller au-delà de ceux fixés par les textes.

L'indemnisation des frais kilométriques se fait sur la base de la législation en vigueur : A titre indicatif, ces taux de remboursement au 1er janvier 2025 sont les suivants :

- Pour les véhicules :

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 5000 km	De 5001 à 20000 km	Au-delà de 20000 km
5 CV et moins	0.32 €	0.40 €	0.23 €
6 et 7 CV	0.41 €	0.51 €	0.30 €
8 CV et plus	0.45 €	0.55 €	0.32 €

- Pour les motocyclettes, vélomoteurs ou autres véhicules à moteur :

Motocyclettes (Cylindrée supérieure à 125 cm <sup>3</sup> )	Vélomoteurs et autres véhicules à moteur
0,15 € par kilomètre	0.12 € par kilomètre

Ces indemnités kilométriques seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Le remboursement est effectué sur la base du kilométrage parcouru depuis le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et nécessite donc un suivi précis par le service ressources humaines.

d) Frais annexes

Les frais de péage d'autoroute, les frais de stationnement du véhicule, les frais de taxis ou de location de véhicules, peuvent également être remboursés quand l'intérêt du service le justifie, après autorisation expresse de l'autorité territoriale et sur présentation des pièces justificatives.

#### 4 FRAIS DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT

a) Frais de restauration

Le remboursement du repas pris hors de la résidence administrative par contrainte de mission dûment justifiée par un ordre de mission pourra donner lieu à un remboursement forfaitaire du montant de l'indemnité de remboursement définie nationalement par arrêté

A titre indicatif, l'indemnité de remboursement par repas est de 20 € au 1er janvier 2024. Ce montant sera automatiquement réévalué si la réglementation nationale évolue, sans qu'une actualisation par l'assemblée délibérante ne soit requise.

b) Frais d'hébergement

La réglementation laisse la possibilité aux collectivités de déterminer librement les montants forfaitaires de remboursement des frais d'hébergement, dans la limite des plafonds établis pour les agents de l'Etat. Ces taux sont régulièrement réévalués et le remboursement des frais d'hébergement fait alors l'objet de délibérations d'actualisation.

La commune, au regard de l'inflation des coûts de la vie et dans un souci de revalorisation des indemnités de remboursement qui ne couvrent plus les dépenses engagées par les agents de la collectivité dans l'exercice de leurs missions, fait le choix d'aligner systématiquement ces indemnités aux maximums des plafonds autorisés par les textes, c'est-à-dire à hauteur des montants autorisés pour les agents de la Fonction Publique d'Etat.

A titre indicatif, ces taux de remboursement au 1er janvier 2025 sont les suivants :

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

Taux de base	90 € par nuitée
Métropole du Grand Paris et les communes de + 200 000 habitants	120 € par nuitée
Paris	140 € par nuitée
Dans tous les cas, pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite	150 € par nuitée

Ces indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Ces tarifs comprennent le petit déjeuner.

En cas de départ la veille, les frais d'hébergement pourront être pris en charge à titre exceptionnel et sur demande de l'agent/l'élu si la distance entre la résidence administrative et le lieu du déplacement, ainsi que l'heure de début de la mission, le justifient.

## **5 DEPLACEMENT EN STAGE, FORMATIONS OU CONCOURS**

Dans le cas où l'organisme de formation assure partiellement la prise en charge des frais de transports, repas et nuitées. La commune de Bédarrides pourra pallier à cette carence dans la limite des plafonds réglementaires.

L'agent devra justifier des frais supérieurs au montant des indemnités versées par l'organisme de formation.

### **Cas spécifiques :**

Déplacement dans le cadre de la participation aux épreuves de concours, d'examens professionnels.

La commune prendra en charge les dépenses ci-dessous uniquement si aucun remboursement n'intervient de la part de l'organisme de formation (CNFPT ou autre).

L'agent, appelé à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel organisé par l'administration, hors de ses résidences administrative et familiale, peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport entre l'une de ses résidences et le lieu où se déroulent les épreuves.

Ces frais ne peuvent être pris en charge que pour un aller-retour par année civile.

Il peut être dérogé à cette disposition dans les cas où l'agent est appelé à se présenter aux épreuves d'admission d'un concours.

Toutefois, le remboursement se limite aux frais de transport, l'agent ne pourra pas prétendre au versement par sa collectivité d'indemnités de nuitée et de repas.

## **6 LES AVANCES SUR PAIEMENT**

Des avances sur le paiement des indemnités de mission et les remboursements de frais peuvent être accordées aux bénéficiaires qui en font la demande, dans les conditions suivantes :

- elles ne peuvent être versées au plus tôt trois mois avant la date effective du déplacement ;
- la dépense à engager doit avoir un caractère significatif. Le montant est précompté sur le mandat de paiement émis à la fin du déplacement, à l'appui duquel doivent être produits les états de frais.

En cas d'annulation de la mission du seul fait du bénéficiaire, l'avance doit être intégralement remboursée.

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

Les justificatifs de paiement des frais de déplacement temporaires sont communiqués par l'agent au service des ressources humaines qui en assure le contrôle. Ils peuvent lui être fournis sous forme dématérialisée.

A l'issue du déplacement, le solde de remboursement sera réalisé sur justificatifs des dépenses réellement effectuées.

## **7 MODALITE DE PRISE EN CHARGE DU TRAJET DOMICILE – TRAVAIL**

Les déplacements entre le domicile et le lieu de travail ne donnent lieu à aucun remboursement de frais, sous réserve des dispositions prévoyant la prise en charge partielle, par l'employeur, des titres d'abonnement souscrits par les agents pour leurs déplacements au moyen de transports publics de voyageurs ou de services publics de location de vélos, entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. (Décret n° 2010-676 du 21 juin 2010)

La prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement est versée à l'agent sur présentation d'un justificatif de transport. Les agents doivent signaler tout changement de leur situation individuelle de nature à modifier les conditions de la prise en charge.

L'employeur prend en charge 75 % du tarif de l'abonnement.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code général de la fonction publique ;

VU le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée ;

VU le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;

VU le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 modifié relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale ;

VU l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

VU l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU l'arrêté du 9 mai 2020 modifié pris pour l'application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération n°2009-212 du Conseil municipal des 24 septembre 2009 et la délibération n°2021-032 du 23 juin 2021 fixant les modalités de remboursement des frais de déplacement des élus et du personnel.



**Le rapport ayant été effectué, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

- **ABROGE** les délibérations n°2009-212 et 2021-032 du Conseil municipal des 24 septembre 2009 et 23 juin 2021 fixant les modalités de remboursement des frais de déplacement du personnel ;
- **APPROUVE** les modalités de remboursement des frais de déplacement du personnel ;
- **DIT** que les crédits seront inscrits au budget ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	<b>16</b>		
<b>POUVOIRS</b>	<b>10</b>		
<b>VOTANTS</b>	<b>26</b>		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

## 2025-60. REGLEMENT INTERIEUR D'UTILISATION DES SALLES ET ESPACES COMMUNAUX

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que des salles et espaces municipaux peuvent, dans le cadre de la gestion du domaine communal, être mis à la disposition de différents utilisateurs qui en feraient la demande pour l'exercice d'activités éducatives, culturelles, sportives et plus généralement de loisirs ainsi que pour la tenue de réunions et de conférences.

L'utilisation prioritaire doit d'abord être envisagée pour les besoins des services communaux ou les activités municipales d'intérêt général.

Les modalités d'utilisation de ces salles et espaces communaux sont donc définies au travers d'un règlement intérieur. (Ci-joint annexé)



Joël SERAFINI : « A la lecture des documents confiés dans ce conseil, notamment de cette délibération, de son annexe 2 et de la décision n°2025-130 portant sur les tarifs d'occupation des salles et des espaces communaux, nous avons relevé des incohérences pour lesquels nous demandons une mise en cohérence : par exemple, il est noté dans la décision la gratuité de la salle des Verdeaux pour des réunions publiques en cas de campagne électorale pour les municipales dans la limite d'une seule réunion publique par tour de scrutin alors qu'il est écrit dans la délibération suivante la gratuité à concurrence de deux réunions par liste avant le premier tour. »

Le Maire : « Il n'y a, en réalité, aucun problème juridique, mais plutôt une distinction de nature entre deux types de droit. Nous appliquons ici un principe fondamental : la distinction entre le droit général et le droit spécial. Le règlement sur les tarifs d'occupation des salles, objet de la présente délibération, constitue le droit général. C'est la règle qui s'applique de façon normale et permanente. Le projet de délibération qui suivra est, lui, du droit spécial. Il s'agit d'une disposition qui ne s'appliquera qu'aux élections municipales de 2026 et pour lesquelles nous avons, à titre exceptionnel, consenti trois occupations gratuites. Le principe est clair : les dispositions spéciales dérogent aux dispositions ordinaires. En conséquence, lorsque nous allons voter le point suivant, ces dispositions spécifiques s'appliqueront pour 2026. Mais en dehors de cette échéance, nous reviendrons au règlement intérieur de base. Rien n'interdit de reprendre des dispositions spéciales, si besoin, pour d'autres élections futures ; il suffira de les motiver clairement. »

Joël SERAFINI : « Est-ce que dans ce règlement intérieur il est décidé de ne plus donner aux particuliers à la location la salle des Verdeaux ? »

Le Maire : « Il est précisé que le prêt est possible uniquement aux associations, organismes, etc... »

Maryse TORT : « En annexe de ce règlement, intérieur, vous avez joint une liste de toutes les salles où j'ai pu lire « salle du boulodrome ». Je ne comprends pas cette nouvelle appellation car cette salle n'est pas mise à disposition du boulodrome. »

La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.

Le Maire : « Cette erreur a été constatée par Benoît D'AGAN et nous allons la corriger. »

Maryse TORT : « Je tiens à rappeler que l'association qui était titulaire de lieu au départ et créée en 1979 par Georges VAUTE, s'appelait Centre d'actions sociales. Le nom de la salle devrait donc être « Salle du centre d'actions sociales ».

Le Maire : « Très bien. »



**Le rapport ayant été effectué,** le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** le règlement intérieur d'utilisation des salles et espaces communaux, joint en annexe.
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	<b>16</b>		
<b>POUVOIRS</b>	<b>10</b>		
	<b>26</b>		
<b>VOTANTS</b>	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

## **2025-61. MISE A DISPOSITION DE LA SALLE DES VERDEAUX EN PERIODE PREELECTORALE ET ELECTORALE EN VUE DES ELECTIONS MUNICIPALES 2026 POUR LES REUNIONS PUBLIQUES**

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'afin d'apporter une équité de traitement et une sécurisation juridique à la campagne électorale à venir, que ce soit pour la collectivité ou pour les candidats, la ville souhaite pouvoir répondre en toute transparence aux sollicitations émanant des candidats et des listes qui seront déclarées.

Les mises à disposition de salles communales à des fins politiques sont régies par les dispositions de l'article L.2144-3 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que :

*« Des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. »*

Il est précisé que la compétence pour se prononcer sur la demande de mise à disposition d'un local communal appartient au Maire et le Conseil Municipal intervient dans la fixation du tarif d'utilisation.

Pendant la durée de la période préélectorale et électorale qui couvre les six mois précédant le premier jour du mois d'une élection, tout candidat ou listes déclarés ou ayant déclaré un mandataire financier au titre des dispositions du Code électoral pourra disposer **gratuitement à concurrence de deux réunions publiques** de la Salle des Verdeaux.

La mise à disposition de la salle des Verdeaux ne pourra être accordée que si elle est compatible avec les nécessités liées à l'administration des propriétés communales, au fonctionnement des services ou au maintien de l'ordre public.

La demande de mise à disposition doit être adressée par écrit dans un délai de 2 semaines avant la tenue de la réunion pour permettre son traitement auprès du service de l'accueil de la mairie par courrier ou par mail ([locsalle@bedarrides.eu](mailto:locsalle@bedarrides.eu)) et sous réserve de la fourniture par la tête de liste d'un document officiel de sa candidature.

*La ville de Bedarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*

Pour les candidats ou listes admis à participer au second tour d'un scrutin, la demande de mise à disposition de la salle des Verdeaux pendant la période entre les deux tours devra être réalisés auprès du service accueil de la mairie au plus tôt, et sous un délai minimum de 48 heures entre la demande et la date de mise à disposition effective des locaux.

Il appartiendra aux différentes listes de procéder à la mise en place et au rangement du matériel et mobilier utilisés lors de leurs réunions publiques.

Les candidats devront veiller à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité liées au respect de l'ordre public et à la sécurité incendie.

Il pourra être facturé des frais de ménage si la salle n'est pas rendue dans l'état dans lequel elle a été trouvée.



Joël SERAFINI : « Il y a une demande difficilement applicable lorsqu'il est demandé de fournir un document officiel de candidature car il est impossible d'obtenir ce document et donc de le fournir avant l'ouverture de la période de déclaration de dépôt des candidatures. »

Le Maire : « Nous allons modifier le texte en remplaçant les termes document officiel par déclaration sur l'honneur accompagnée d'une photocopie d'une pièce d'identité. »

Joël SERAFINI : « C'est comme la précision selon laquelle la demande doit être faite 48 heures à l'avance pour l'entre deux tours ; nous devons donc faire une demande avant de savoir que nous sommes qualifiés sinon ce n'est pas possible. »

Le Maire : « La demande portera sur les trois demandes d'occupation et il y aura désistement si une liste ne va pas au deuxième tour. »



**Le rapport ayant été effectué**, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** le principe de gratuité et les modalités de mise à disposition de la salle des Verdeaux qui précéderont les élections municipales 2026 telles qu'énoncées supra, c'est-à-dire notamment, à concurrence de deux réunions publiques par liste avant le premier tour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et une réunion publique entre les deux tours ;
- **DONNE** toutes délégations utiles à Monsieur le Maire pour signer tout(s) document(s) nécessaire(s) à l'exécution de la présente délibération.

<b>PRESENTS</b>	<b>16</b>		
<b>POUVOIRS</b>	<b>10</b>		
<b>VOTANTS</b>	<b>26</b>		
	Pour	26	<b>UNANIMITE</b>
	Contre	0	
	Abstention	0	

## 2025-62. MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES EN PERIODE PREELECTORALE ET ELECTORALE EN VUE DES ELECTIONS MUNICIPALES 2026 POUR LES REUNIONS DE TRAVAIL

Rapporteur : Jean BÉRARD, Maire ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'afin d'apporter une équité de traitement et une sécurisation juridique à la campagne électorale à venir, que ce soit pour la collectivité ou pour les candidats, la ville souhaite pouvoir répondre en toute transparence aux sollicitations émanant des candidats et des listes qui seront déclarées.

Les mises à disposition de salles communales à des fins politiques sont régies par les dispositions de l'article L.2144-3 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que :

*La ville de Bédarrides s'engage à respecter les obligations de conformité en application du règlement européen de la protection des données personnelles (RGPD-2016/679) ainsi que la Loi Informatique & Libertés de 1978.*



« Des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. »

Une demande a été effectuée par un candidat déclaré aux élections municipales 2026 pour bénéficier de l'occupation de salles municipales pour des réunions de travail sur la base de l'article précité.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver ou non cette possibilité au regard de la disponibilité technique et juridique des salles et de leur taux d'occupation.

Si cette délibération est adoptée, il appartiendra aux différentes listes occupant les lieux de procéder à la mise en place et au rangement du matériel et du mobilier utilisés lors desdites réunions de travail.

Le cas échéant, les salles octroyées le seront à concurrence d'une seule séance de travail par mois aux dates qui seront sollicitées et qui pourront être consenties par le Maire au regard des occupations déjà octroyées.



Joël SERAFINI : « Il est important pour que puisse vivre la démocratie locale de ne pas l'entraver. Je rappelle que le droit électoral encadre l'organisation des municipales et proscriit la possibilité de pouvoir utiliser des locaux qui sont mis à disposition à titre gracieux par des entreprises ou d'autres structures et pour les communes de moins de 9000 habitants ils ne sont remboursés que des frais liés aux affiches, ; à l'impression des bulletins de vote et de profession de foi, tout le reste est financé par les candidats. Je pense qu'il ne doit pas y avoir de frein financier à mettre dans les roues des candidats. Je pense que la commune dispose de plusieurs locaux qui peuvent être utilisés par les listes et ça se fait dans beaucoup de communes, ça peut même être une salle de classe, un réfectoire (nous en avons deux sur le plan municipal) alors que jusque là c'était fait dans les salles de la mairie. Et donc je pense et c'est salutaire, de revenir à la raison et de déverrouiller l'impossibilité de disposer des salles de réunion alors que nous en avons et que c'est le meilleur moyen de ne rien devoir à personne. Quelle peur doit-on avoir à ne pas donner la possibilité à des gens qui se réunissent, qui ne comptent pas leur temps, qui ont de l'énergie, qui sont prêts à mettre à la disposition du collectif peu importe leurs opinions, leurs idées. Il s'agit de ne pas les discriminer et de ne pas entraver la possibilité de le faire. Je pense que c'est bien que nous revenions à ce dispositif et je compte sur vous pour le faire. Aujourd'hui se réunir une fois par mois jusqu'en décembre peut suffire, mais je pense que se réunir une fois par mois les deux mois qui précèdent le premier tour de scrutin, vous le savez comme moi car vous avez été candidat, ce n'est pas possible. Ce n'est donc pas raisonnable de dire ça alors que nous avons la possibilité de faire autrement. »

Le Maire : « Tout Opinion peut se défendre et tu défends la tienne. Je ne suis pas d'accord mais j'entends. Par contre, tu le sais et je l'ai dit déjà dit ce dispositif n'a jamais été adopté en 2014, ni en 2020. Lorsque nous avons mené la liste de Christian TORT, nombreux témoins présents peuvent le confirmer, nous nous sommes toujours réunis en dehors des salles de la mairie. Nous avons loué une permanence. Je pense que, si comme tu le dis, c'est faisable et c'est pour ça qu'on le propose, il faut que tout le monde décide en son âme et conscience si nous le faisons ou pas. Tu me parles des écoles, j'ai demandé à Madame MARTINEZ, la DGS, si nous pouvions faire ces réunions dans les écoles et la réponse est non car ça nécessite ensuite des procédures de désinfection par rapport aux élèves. De plus, je n'ai eu qu'une seule demande, la tienne. Nous savons tous qu'actuellement, il y a trois velléités de candidatures et pourtant les autres listes ne m'ont rien demandé et elles m'ont même indiqué qu'elles se débrouillaient et assumaient de leur côté les frais de leur campagne, ce que je trouve logique. Je mets quand même ce projet aux voix mais je continue de poser la question voulez-vous voter la délibération telle qu'elle est, c'est-à-dire avec la proposition d'une fois quitte à ce qu'en décembre on la modifie pour la passer à deux réunions, ça pourrait être une bonne solution car ça éviterait ainsi de la scinder. »

Christian TORT : « J'ai deux commentaires. Le premier, c'est que si tu le proposes à une liste, il faut donc le proposer à tout le monde. Le deuxième, c'est que lorsque tu fais des réunions régulièrement avec ton équipe, tu as les papiers, la machine à café dont il vaut mieux s'approprier un endroit spécifique où tu vas aller régulièrement et presque quotidiennement dans les derniers temps des élections où c'est beaucoup plus convivial quand tu reçois les gens contrairement à une salle de la mairie que tu ne peux occuper qu'une fois par semaine. »

Joël SERAFINI : « Dans les communes de notre taille, il n'y a pas de permanence. Ton père ne faisait pas de permanence quand il était candidat. Vous avez lancé ça mais en réalité si la plupart du temps ça ne se fait pas c'est parce que ça a un coût alors que dans les autres communes de plus de 9000 habitants où ils le font c'est parce que c'est l'Etat qui paie un forfait par

électeur qui couvre ce genre de dépenses. Ensuite, le local que vous avez utilisé en permanence je l'ai visité, nous ne pouvons pas réunir 25 personnes, nous ne pouvons pas faire une réunion de travail c'est trop étroit. »

Christian TORT : « Comment font les autres ? »

Joël SERAFINI : « Ils vont dans des salles municipales. »

Le Maire : « Non, pas les autres listes. »

Joël SERAFINI : « Quand tu te réunies, il y a des conditions à réunir. Tu n'as pas la même qualité de travail si tu te réunies dans un bar où tu vas être dérangé. La démocratie, c'est donné accès à ce qu'a droit tout le monde sinon ça s'appelle entraver. »

Le Maire : « Le Code des collectivités territoriales emploie le terme « peuvent » donc il n'y a pas d'obligation et c'est donc un examen au cas par cas et que selon les communes ça peut varier puisque l'article en question évoque les besoins des services et le fonctionnement normal d'une municipalité. »



**Le rapport ayant été effectué,** le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité des membres présents ou représentés :

- **N'APPROUVE PAS** le principe de mise à disposition de salles municipales pour les réunions de travail de chaque liste candidate pour les élections municipales 2026 ainsi que les modalités de cette mise à disposition telles que proposées ci-dessus.

<b>PRESENTS</b>	<b>16</b>		
<b>POUVOIRS</b>	<b>10</b>		
<b>VOTANTS</b>		<b>22</b>	
	Pour	7	Jean-Yves LAUGIER ; Joël SERAFINI ; Antoine GARCIN ; Marie-Dominique SARRAIL ; Isabelle IBANEZ ; Dominique CARRIE ; Jean-Luc SANCHEZ
	Contre	15	Jean BERARD ; Patricia NICOLAS ; Isabelle DUCRY ; Daniel BOCCABELLA ; Magali ROBERT ; Benoit DAGAN ; Anthony SUBER ; Christian TORT ; Marc DOVESI ; Odile PARRENO ; Julien LETOFFE ; Maryse TORT ; Magali DE FUENTES ; Eva BOCCABELLA ; Laure COMTE-BERGER
	Abstention	4	Jean-Claude RUSCELLI ; Nathalie KANTE ; Laurent MUS ; Clotilde COUDENE

#### IV- QUESTIONS DIVERSES

Aucune question n'a été transmise

**La séance est levée à 19 heures 45.**

**Le secrétaire de séance,**  
**Anthony SUBER,**

